

r.o.851.Ind-Pak. . - GQ/cb  
 r.o.841.Pak-Ind.931.(Rec)

Berne, le 1er mars 1972

Réunion du groupe consultatif du 29.2.1972 à 15.00 h.

Présents : Cramer, Simon, Pictet, Ritter, Thévenaz, Brunner  
 Fritschi, Schenk, Nordmann, Grossenbacher

Cramer : Le canal entre Islamabad et La Nouvelle Delhi est ouvert et l'échange de messages par notre entremise a lieu.

Selon Real il y aura probablement une vague de reconnaissance du Bangladesh (BD) par les Etats musulmans à la suite de la Conférence de Djedda. Les USA semblent également prêts à reconnaître. Les troupes indiennes devraient se retirer du BD le 17 mars.

A présent 44 Etats ont reconnu le BD. Il faut éviter que nous soyons les derniers à le faire et la peur de perdre le mandat pakistanais ne doit pas nous bloquer.

Thévenaz : L'Inde a fait savoir qu'elle n'accepterait pas d'autre Puissance protectrice que la Suisse pour représenter les intérêts du Pakistan au cas où ce dernier nous retirerait le mandat. Ne pourrait-on pas informer Islamabad de cela pour lui faire accepter notre reconnaissance de Dacca ?

Ritter : L'Inde ne pourrait pas refuser systématiquement l'acceptation d'une autre puissance protectrice, ce serait un abus de droit.

L'argumentation indienne vise surtout à nous pousser à reconnaître le BD mais elle n'a de valeur qu'en ce qui concerne les Etats qui n'ont pas encore reconnu le BD et qui seraient seuls susceptibles d'être chargés des intérêts pakistanais; la liste de ces Etats se rétrécit de jour en jour.

- Brunner : Il faut câbler à Djedda et demander à Casanova de faire des sondages pour savoir si les Etats musulmans (surtout les Arabes) reconnaîtront le BD. (Fritschi rédige ce télégramme et l'envoie de suite).
- Fritschi : Nous n'avons pas d'intérêts au BD et la reconnaissance n'est pas urgente. On pourrait essayer d'établir des contacts pragmatiques avec Dacca. Le fait que nous soyons parmi les derniers à reconnaître le BD ne risque pas de vexer ce dernier. Pictet partage cet avis.
- Brunner : La situation a évolué. Le voyage Nixon a pris fin, l'évacuation des Indiens aura lieu le 17 mars et le Pakistan semble avoir abandonné sa "doctrine Hallstein".
- Pictet : Bientôt une majorité d'Etats aura procédé à la reconnaissance : Bhutto ne pourra pas s'opposer à ce que nous agissions comme la majorité des Etats. Ceci rend superflu tout nouveau sondage à Islamabad.
- Thévenaz : Nous partons de l'idée que le BD est viable et que nous allons le reconnaître. Il faut éviter que nous soyons les derniers à le faire et, par conséquent, nous ne devons pas attendre trop longtemps. Ce que feront les pays islamiques devra nous servir de référence.
- Pictet : Il faut simplement dire au Pakistanais que nous reconnaitrons bientôt le BD, mais que nous attendons encore le moment opportun pour le faire. Thévenaz est d'accord avec cela, Cramer également.
- Brunner : Il faut préparer la reconnaissance pour être prêt à envoyer immédiatement quelqu'un à Dacca. Fritschi est d'accord.
- Pictet : Au cours de la prochaine séance du Conseil fédéral, lundi 6 mars, Graber devrait, sur la base d'une petite note, informer oralement ses collègues des derniers développements. Il faut aussi mentionner que notre mission de bons offices pourrait, cas échéant, se transformer en un mandat pakistanais au BD.

- Ritter : Nos relations diplomatiques avec le BD pourraient s'établir au niveau d'une Ambassade non permanente. En attendant que les Chambres approuvent l'ouverture d'une nouvelle Ambassade, cela représente la seule solution pratique que nous puissions envisager.
- Thévenaz : Graber est contre une nouvelle délégation de pouvoir au Conseil fédéral et désire que pour chaque nouvelle reconnaissance les Chambres soient consultées.
- Ritter : Les Suisse qui se trouvent au BD se font immatriculer à notre Ambassade à La Nouvelle Delhi, mais ceci est une solution boiteuse car, en cas de besoin, notre poste en Inde ne pourrait pas intervenir pour protéger ces citoyens suisses. Les Affaires administratives nous prient de leur donner notre avis.
- Cramer : La solution actuelle est gênante, mais nous ne pouvons rien faire pour le moment. Les IE répondront aux Affaires administratives que La Nouvelle Delhi peut continuer à immatriculer ces personnes, mais que celles-ci doivent être averties que, cas échéant, nous ne pouvons pas les protéger.

Le groupe est d'accord avec ce qui suit :

- 1) dès qu'une partie des Etats islamiques reconnaîtra le BD, nous le ferons également. Il y a lieu d'en informer le MAE à Islamabad en indiquant seulement que la reconnaissance pourrait avoir lieu dans un avenir relativement proche.
- 2) Le Conseil fédéral doit être informé dans le même sens. Les IE préparent une note à ce sujet.
- 3) Les Affaires administratives doivent être avisées afin qu'elles prennent toutes les dispositions nécessaires (envoi d'un représentant, moyens de communications, etc.).
- 4) Avant d'entreprendre quoi que ce soit, nous allons attendre l'assentiment de M. Thalmann et les résultats de la Conférence de Djedda.